

DEBAT SUR LA RESOLUTION POLITICO-IDEOLOGIQUE

(été 1990)

CONTRIBUTION

« Celui qui croit les gens sur parole est un imbécile fini dont on ne peut rien espérer »
Lénine, tome 32 p. 37 ed. Sociales 1977

QUELQUES REMARQUES PRELIMINAIRES

L'avant-projet de résolution politico-idéologique présente une ligne politique nouvelle sans référence à ce qui aurait dû en constituer les fondements, à savoir :

1. un bilan d'application de la ligne du parti depuis sa création
2. un éclairage de cette même ligne à travers l'analyse du mouvement de masse et son impact sur les changements intervenus dans la société
3. une analyse même sommaire des tendances d'évolution socio-économique et politique au plan mondial articulée autour de
 - la crise du système capitaliste international en liaison avec la révolution scientifique et technique et les changements en cours dans la division internationale du travail.
 - la crise des pays de l'Est et du « socialisme ».
 - l'impact de cette évolution sur le Tiers Monde en général et un essai de projection sur
 - la place de l'Algérie dans ce tableau d'ensemble.

L'absence de ces éléments d'analyse ne permet pas l'identification des causes principales des erreurs (ou supposées erreurs) qui ont conduit le parti à se « tromper » d'étape (République nationale démocratique à orientation socialiste) avec toutes les conséquences que cela implique.

Une erreur d'une telle nature, qui a persisté près d'un quart de siècle, aurait mérité des explications à sa mesure et il me semble que la tâche d'évaluation de la formation économique et sociale algérienne est plus que jamais à l'ordre du jour si on veut se doter des matériaux permettant précisément d'éviter ce genre « d'erreurs ». Ainsi l'avant projet de la résolution politico-idéologique (AP/RPI) aurait gagné à être imprégné par une analyse en termes de lutte de classes, ce qui aurait permis de situer les enjeux politiques et économiques de classe, des intérêts en présence à la fois sur le plan national mais aussi à travers leurs prolongements au plan international.

A propos de la forme, l'ensemble des thèses est marqué par des affirmations péremptoires, sans démonstration, sans référence à la réalité. Et de surcroît, un ton polémique et arrogant est utilisé. On aurait pu en faire l'économie surtout quand « on s'est trompé » d'étape pendant un quart de siècle.

L'utilisation d'un certain nombre de termes répétés différemment augmente la confusion et ne permet pas d'aller à l'essentiel. Un lexique aurait été le bienvenu.

Ces remarques faites, on peut se poser la question suivante : l'avant projet de la résolution politico-idéologique (AP/RPI) a-t-il atteint son objectif que je suppose résumé comme suit :

- éclairer la base militante et la société sur l'analyse de la situation actuelle, les prévisions d'évolution future, des forces et intérêts en présence et tracer donc les fondements nécessaires à la définition de la stratégie de lutte des forces de progrès pour une alternative sinon pour une perspective ...
- aider à surmonter le désarroi profond suscité et alimenté par l'absence d'échanges, d'explications quant aux changements fondamentaux intervenus dans le pays et dans le monde, par le questionnement relatif à l'identité, au sens même de l'existence du parti,
- aider à mobiliser ou remobiliser largement les forces du parti et de la société pour augmenter leur capacité d'action et d'influence sur le réel.

Ceci dit, je voudrais apporter ma contribution à la troisième et quatrième partie de l'avant projet de la résolution politico-idéologique (AP/RPI) au sujet des réformes économiques et des fondements socio-économiques de la politique générale du PAGS autour de quatre points :

1. Capitalisme moderne et capitalisme archaïque
2. Les réformes et le secteur d'Etat
3. La question des hydrocarbures
4. La dette extérieure.

A PROPOS DES NOTIONS « MODERNE » ET « ARCHAÏQUE »

Nous connaissons au moins deux acceptions de la notion « moderne » en tant que qualificatif du capitalismes.

La première renvoie à l'identification de la modernité avec la Révolution Industrielle (18^{ème} et 19^{ème} siècle) qui marque le passage de la production artisanale à la grande production mécanisée. C'est le passage de l'artisanat à l'industrie qui emporte la modernité.

La seconde acception renvoie à la contemporanéité du capitalisme, à une étape de son développement marqué par des changements structurels avec l'apparition et le développement des monopoles se substituant à la « libre » concurrence. C'est précisément l'impérialisme.¹

¹ Lénine : « Pour une révision du programme du parti » in « De l'impérialisme et des Impérialistes » Ed. du Progrès Moscou 1979, p. 177

Rappelons que Lénine voulait initialement intituler son ouvrage sur l'impérialisme comme suit : « L'impérialisme, étape moderne du capitalisme ». Cet ouvrage fut imprimé mi-1917 une première fois sous le titre « L'impérialisme, étape la plus récente du capitalisme ». Il est beaucoup plus connu sous le titre : « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », titre plus actuel que jamais...

En effet, les conclusions de Lénine sont-elles toujours actuelles et quelles implications pour les pays du Tiers Monde ? Quelles adaptations stratégiques sont nécessaires ?

La direction du PAGES, par l'intermédiaire de l'avant projet de la résolution politico-idéologique (AP/RPI) semble en avoir une vue claire puisqu'elle a décidé que l'impérialisme n'est plus l'ennemi principal, conséquence du déplacement de la contradiction principale qui n'oppose plus l'impérialisme aux peuples. Dorénavant, c'est le FIS qui est porteur de cette contradiction.

C'est un changement fondamental et aucune explication n'est donnée à ce sujet (cf. nos remarques préliminaires).

Cette parenthèse close pour un moment, revenons à la question du capitalisme moderne. En général, dans la littérature marxiste, le capitalisme moderne renvoie donc à l'impérialisme, au capitalisme monopoliste...

De ces deux acceptions, laquelle concerne l'Algérie ? Quel est ce capitalisme moderne dont parle l'avant projet de la résolution politico-idéologique (AP/RPI)? Le capitalisme « industriel » ou l'impérialisme ? Si l'on exclut de toute évidence l'impérialisme, il reste le capitalisme qui développe les forces productives dont l'industrie est le vecteur principal. Si tel est le cas, une autre question se pose : les réformes actuelles soutenues avec force dans l'avant projet de la résolution politico-idéologique (AP/RPI) s'inscrivent-elles dans cette perspective de modernité, sont-elles de nature à favoriser un développement sur la base de la grande industrie moderne ?

Cette transition nous permet d'engager la critique de la partie (très faible quantitativement) réservée aux réformes mais avant de l'entamer, quelques mots sur la notion du capitalisme archaïque.

Il serait plus juste d'utiliser les termes de « formes archaïques » du capital au lieu de capitalisme archaïque. Marx parle d'ailleurs des « formes antédiluviennes » du capital dit « marchand » et « usuraire ».²

Ce sont des formes qui ont existé dès l'antiquité, avec un développement à partir du XV^e siècle en Europe qui avaient préparé un développement en grand du capitalisme avec l'avènement du capital industriel et du capital bancaire.

Existe-t-il en Algérie des formes similaires à ces fractions du capital ? Quelle est leur réalité concrète et surtout existent-elles en tant que fractions autonomes et séparées du processus de production et de mise en valeur des autres fractions du capital ?

² Marx in le Capital, livre 3, T.1, Ed. sociales, 1970, p. 253

LA SPECULATION

Cette question renvoie au statut de la spéculation dans le procès des reproductions capitalistes.

La spéculation est un moment de la métamorphose du capital. Elle se manifeste au stade de la réalisation de la valeur dans la sphère de la circulation. Elle se traduit par un écart sensible par rapport à la valeur d'échange qui résulterait du jeu de la loi de la valeur, loi de l'offre et de la demande sur le marché, marché où seraient réunies certaines conditions dont le libre jeu de la concurrence.

Ce sont précisément ces conditions qui n'existent pas ou insuffisamment en raison de la logique même du procès d'accumulation capitaliste soumis à la loi de la centralisation et de la concentration du capital avec pour conséquence l'apparition de monopoles en contradiction avec la règle du « libre jeu de la concurrence ».

C'est donc la position sur le marché qui confère à celui qui le maîtrise et le domine une valeur supplémentaire appelée rente de monopole ou de situation. Cette rente renvoie donc à la notion de travail non productif. Elle est alimentée à partir de la demande et « aspire » la plus-value sociale (une partie du moins).

La tendance à la spéculation, (profit maximum) est donc inscrite dans la logique même du fonctionnement du système capitaliste.

Dans ces conditions, le capital spéculatif peut exister de façon autonome et se développer par adjonction d'une partie plus-value sociale et se manifeste sur d'autres marchés : immobilier, foncier, marché noir, devises et investissements à l'étranger. Ici, il n'est déjà plus spéculatif car le capital se transforme en biens et services... et se réinjecte dans le circuit productif national ou international. Par contre, en assurant et jouant le rôle de « banque » (avances à l'économie, achat sur pied), l'existence de cette masse monétaire « *permet de garder plus longtemps séparés les actes de l'achat et de la vente et sert donc de base à la spéculation* » (Marx, le Capital, livre 3, t2, p 102). La masse de ce capital « spéculatif » est estimée actuellement par dizaines de milliards de DA, soit près de la moitié du budget annuel du pays.

Comment à la fois :

- agir pour récupérer cette masse en la « forçant »
- à s'injecter dans le circuit productif et
- agir pour stopper son développement en lui « coupant » ses sources d'alimentation.

Sa principale source est précisément la partie de la masse des salaires (55% ,ONS n°20 juin 1990) consacrée à l'alimentation des ménages³.

C'est donc la base économique qui donne naissance et permet le développement d'une couche sociale ou d'une fraction de la bourgeoisie dite parasitaire, spéculative et comprador. C'est

³ Si l'on s'en tient au seul domaine des produits agricoles y compris les viandes, donc entièrement contrôlé par le capital commercial et spéculatif et si l'on suppose un taux de profit de 100%, la masse des profits annuelle serait de l'ordre de 22,5 milliards de DA. Ceci correspond à 8,5% du PIB (262 milliards de DA en 1988) ou au taux d'inflation moyen 82/85 de 8,5% ce qui tend à prouver que les augmentations de prix vont à la spéculation.

cette jonction entre cette fraction du capital national et sa transformation partielle en capital devises qui permet de comprendre son caractère anti-national car elle ne développe pas les forces productives, elle aspire la plus-value sociale et favorise la fuite des capitaux par le biais du marché parallèle des devises.

Politiquement, cette fraction constitue un des ennemis principaux contre lequel il faut lutter. Il nous semble opportun de souligner que la fraction riche et aisée du FIS s'appuie sur cette base quand elle ne s'y identifie pas totalement. Mais d'autres forces au sein et en-dehors du pouvoir sont liées à la spéculation.

Du point de vue stratégique, qu'est-ce qui peut objectivement enrayer ou freiner la tendance au développement de la fraction spéculative du capital national (avec une volonté affichée de l'Etat et de se désengager de la vie économique) ?

Les réformes en cours apportent-elles une réponse à cette question ? Si oui, laquelle ? L'avant projet de la résolution politico-idéologique (AP/RPI) est muet sur cette question. Peut-être le projet va-t-il nous éclairer...

LES REFORMES ECONOMIQUES OU LA NOUVELLE POLITIQUE ECONOMIQUE

Le dernier paragraphe de la thèse 21 ne résiste pas au constat de la réalité. Qu'est-ce qui permet de dire que les réformes d'après 88 ne sont pas « devenues » le paravent à un démantèlement systématique et illégal du secteur public et des acquis sociaux et démocratiques (et les 200 entreprises du secteur public local qui ont été dissoutes et leur matériel bradé au secteur privé, et les coopératives agricoles qui ont été accaparées par les gros !). « *Un moyen de freiner et de paralyser le développement industriel du pays* » (le désinvestissement est général et touche en priorité, et ce depuis 85, le secteur industriel qui d'ailleurs à 40% d'utilisation des capacités est prêt d'être paralysé et asphyxié par la dette intérieure et extérieure...).

« Ils ont permis enfin de colmater les larges brèches qui par le biais de nouvelles règles d'importation, ont porté gravement atteinte au monopole du commerce extérieur » (mais il n'y a plus de monopole ! Sauf pour quelques produits), « *la stabilité de la monnaie nationale* » (et les dévaluations et l'inflation !) et fragilisé la « *défense de notre économie nationale face au capital international* » (75% des recettes d'exportation servent au remboursement de la dette extérieure).

Je propose la suppression pure et simple de ce paragraphe ainsi que le 4^e paragraphe de la thèse 25 qui est une répétition inutile. La dernière phrase de la thèse 23 devait être placée en tête du chapitre des réformes en spécifiant le contexte **national** et **international**.

Ce qui manque à cette analyse des réformes, entre autres, c'est l'impact du facteur « externe » qui s'exerce sur l'économie nationale dans son interaction avec l'économie mondiale.

Il se dégage de l'avant projet de la résolution politico-idéologique (AP/RPI), l'impression générale qu'il y a plusieurs Réformes depuis 1980 et qu'elles sont différentes suivant les différentes équipes qui se sont succédées au pouvoir.

Ont-elles vraiment des contenus différents ? Si l'on s'en tient à l'aspect extérieur surtout à travers l'analyse des discours sans confrontation avec la réalité, alors on peut avoir cette impression. Mais on s'éloigne de l'analyse marxiste, de cette dialectique dont tout le monde parle mais qui est pourtant la grande absente dans le projet.

Si on veut saisir l'essence des réformes, leur contenu et signification véritable (sans préjuger de la position à prendre en liaison avec d'autres facteurs de décision), il faut chercher le fil conducteur, leur logique et leur trajectoire non sans avoir recherché leur filiation au plan théorique et pratique. Cette démarche permet de faire abstraction des discours, donc d'apprécier indépendamment du facteur subjectif (les pouvoirs) la nature objective de ces Réformes.

Il s'agit en réalité, d'une nouvelle politique économique qui a, depuis les années 1980, quitté le terrain du développement, et ce, avant la chute des prix du pétrole en 1986. Désinvestissement et chômage n'ont cessé de s'amplifier ⁴.

Il est souligné dans l'avant projet de la résolution politico-idéologique (AP/RPI), à juste titre d'ailleurs, l'absence du bilan financier du secteur d'Etat et donc des conditions d'urgence et de développement, de ce qui va au fil des années être l'épée de Damoclès ou les boulets de la dette attachés au secteur d'Etat que tout précipite dans la mer (souvent « déchaînée ») du marché.

On ne doit pas confondre entre des avancées à des rythmes et intensités différents qui sont fonction comme il est dit en fin de thèse 23, du rapport de force politique réel donc du degré de lutte et de résistance multiforme des travailleurs, des cadres, des forces politiques, etc. d'avec le contenu fondamental qui demeure le même et imprègne les réformes à toutes les étapes qu'elles ont connues.

Le contenu vise à mettre en correspondance les rapports de production nouveaux à travers un nouveau mode de direction de l'économie d'avec le niveau de développement des forces productives telles qu'elles se présentent au terme de 25 années d'indépendance politique et d'édification.

L'ancien système des rapports sociaux de production, de direction de l'économie, de distribution des richesses s'avère caduc et doit laisser place sous la poussée politique des classes et groupes sociaux en formation à une économie de marché de type capitaliste.

Cette pression pour accélérer les changements économiques et politiques s'exerce également et de façon conjuguée de « l'extérieur » par le biais :

- de la dépendance accrue de l'appareil de production et de toute l'économie vis-à-vis de l'extérieur,
- du poids de la dette extérieure aggravée par la chute des prix du pétrole et des manipulations financières (taux d'intérêt, taux de change du dollar, etc.).

⁴ L'article de D. Sari in El Moudjahid du 22 octobre 90.

Cette double pression a objectivement obligé l'Algérie à recourir de plus en plus aux institutions multilatérales, Fond monétaire international (FMI) et Banque Mondiale, pour solliciter leur aide et appui, non seulement direct pour l'octroi de prêts mais aussi indirect puisque ces institutions sont sollicitées également pour rétablir la capacité d'endettement de l'Algérie sur les marchés financiers internationaux. Ainsi, on peut constater aujourd'hui que pas un seul domaine de l'économie n'a échappé aux investigations et études ou recommandations de ces institutions, surtout de la Banque Mondiale.

Citons pour mémoire, le secteur financier, l'agriculture ⁵, les transports, l'industrie, la fiscalité, les exportations, les taux de change, la gestion de la dette extérieure, l'enseignement supérieur, l'environnement, etc.

Les mesures que propose généralement la Banque Mondiale sont connues et ont fait l'objet de nombreuses études et publications et en premier lieu par la Banque elle-même.

Il est aisé d'opérer un recensement par secteur ou domaine d'activité des mesures que préconise la Banque Mondiale et de les comparer aux mesures de politique économique prises par l'Algérie et d'opérer aux déductions nécessaires quant à la filiation théorique du modèle économique mis en œuvre.

« De te fabula narratur » disait Marx ou « c'est ton histoire qu'on raconte », il suffit alors d'examiner les trajectoires et les résultats des pays qui nous ont précédé et suivi les conseils de la Banque Mondiale pour avoir une idée de ce que l'on pourrait devenir si les masses n'interviennent pas pour imprimer un sens à leur histoire (⁶ et⁷).

Pourquoi ce type d'approche n'a t'il pas été retenu ? Ce ne sont pourtant pas les compétences qui manquent dans le parti mais c'est le type de question « bizarre » que règle... le centralisme démocratique.

Devons-nous les rejeter pour la simple raison que ces réformes s'inspirent du modèle libéral préconisé et financé par la Banque Mondiale et le FMI ?

Nous devons, au contraire, nous efforcer de tirer les leçons de ce qui se passe dans ces pays pour éviter autant que faire se peut, les erreurs et le coût social et économique qui les accompagne.

Comment faire la jonction entre le noyau de vérité, de rationalité existant dans ces mesures et les besoins réels qu'implique le redressement de l'économie mondiale, étant donné les contraintes objectives pesant sur elle ?

Cette approche nous permet d'éviter le « *technicisme* » (étiquette chère à certains camarades dans leur critique de ce qu'ils ne comprennent pas), « *le théoricisme vague* » et d'examiner

⁵ Voir contribution de O. Bessaoud : Agriculture et propositions alternatives : le bilan des années 80 in communication au séminaire économique et social, décembre 89

⁶ Voir contribution de MRH : « L'industrie en péril / notes sur les effets de la politique actuelle » 1990

⁷ On lira avec intérêt l'article de M.L. Benhassine relatif à la pensée économique du FMI et de la B.M. in Rasjep n° 2, juin 1988

cette nouvelle politique économique à la lumière des intérêts bien compris nationaux et de classe, à court, moyen et long terme des classes et couches sociales censées être la base sociale de notre parti.

Il me semble que l'avant projet de la résolution politico-idéologique (AP/RPI) atteindrait son objectif s'il sert à éclairer les luttes des masses en leur fournissant les points de repères fondamentaux autour desquels elles doivent s'organiser.

Ces points de repère doivent baliser la transition entre l'état actuel de l'économie et son passage à l'économie de marché.

Il s'agit de réaffirmer clairement notre attachement et notre détermination à défendre le secteur d'Etat contre toute tentative de liquidation et/ou privatisation totale en tant qu'il est le résultat du travail et des sacrifices des masses depuis plus d'un quart de siècle prolongeant ainsi les sacrifices des martyrs de la Révolution de libération nationale.

Cette prise de position est indissociable de l'engagement tout aussi nécessaire pour sa rentabilisation et son développement en s'attachant à œuvrer et réunir toutes les conditions pour élever la productivité du travail social à un niveau tel qu'il puisse entrer en coopération et/ou en compétition avec l'économie mondiale.

Dégager des surplus économiques fondés sur la productivité du travail et du capital : telle est la tâche et en même temps la condition de succès du secteur d'Etat pour son passage à l'économie de marché et son insertion avantageuse dans l'économie mondiale.

Dans cet ordre d'idées, deux obstacles liés entre eux sont à lever : il s'agit d'agir sur les causes profondes qui ont amené le secteur d'Etat dans la situation qui est la sienne aujourd'hui et qui a généré :

1. une situation financière déstructurée, la dette intérieure s'alimentant d'elle-même et masquant tout progrès éventuel⁸.
2. une dépendance accrue à l'égard des inputs importés et nécessitant des financements extérieurs, ces derniers générant et aggravant le poids de la dette extérieure. Un troisième facteur et non des moindres, doit être avancé comme principe et en même temps comme objectif pour le Parti :
3. la valeur créée par le secteur d'Etat doit revenir en premier lieu et en priorité aux couches et classes qui l'ont créée tout en réservant une partie pour la collectivité nationale et une autre pour son renouvellement. C'est une condition décisive pour le redressement et le développement du secteur d'Etat.
4. Ce sont ces conditions de base devant servir à mettre le secteur d'Etat en mesure de négocier et de s'allier tant avec le capital privé national qu'avec le capital privé international et favoriser ainsi un passage graduel à l'économie de marché ouverte sur

⁸ Cette dette intérieure du secteur d'Etat libellée en DA s'élève à près de 80 milliards (M. Hidouci, Ministre de l'Economie, RTA, Ch III, 18/10/89)

C'est environ l'équivalent de la masse du capital dit « spéculatif ». C'est entre autres pourquoi le PAGS dit dans sa déclaration du 16/10/90 « l'argent existe, il faut le chercher là où il se trouve » (Réforme fiscale).

Cette dette intérieure s'aggrave, entre autres en raison de la dévaluation du DA quand celui-ci perd par exemple 25% de sa valeur, la dette augmente d'autant.

l'économie mondiale mais un passage qui préserve et renforce le développement des forces productives nationales capable de se reproduire de façon élargie et sur une base autonome.

C'est de cette manière que l'économie nationale dépassera progressivement son état actuel de dépendance asymétrique pour passer à un état d'interdépendance réel qui dans les conditions du monde contemporain est la signification moderne de l' « indépendance économique ». (S'agissant des mesures concrètes à court et moyen terme, cf. contribution de janvier 1990).

5. On notera que les facteurs de blocage essentiels au développement de l'économie se présentent comme étant liés aux problèmes de la dette intérieure et de la dette extérieure. Mais, on notera également l'absence de liaison entre les réformes et ces problèmes d'endettement et valorisation des hydrocarbures dans la 4^e partie et notamment à partir de la thèse 36.

A PROPOS DE LA DETTE EXTERIEURE

D'abord, il y a confusion entre « crédit international » et « dette extérieure », ce qui ne permet pas de faire la différence entre celui qui prête et celui qui emprunte d'où d'ailleurs une erreur monumentale quant à l'appréciation des USA « *qui seraient de très loin le pays le plus endetté du monde* ».

C'est cet argument polémique (mais sans consistance au plan économique) qui permet de qualifier « d'hypothétique » le Front Mondial des pays endettés alors que la même phrase développe des formes que pourraient prendre ce front...

L'erreur du ou des auteurs de l'avant-projet et de tous ceux qui l'ont approuvé consiste à traiter de la même manière et à mettre sur le même plan des pays comme les USA et d'autres comme l'Algérie ou le Togo par exemple.

Du point de vue conceptuel, la dette extérieure américaine (ce que le département du commerce appelle « position nette négative d'investissements internationaux ») équivaut à la différence entre la valeur des avoirs extérieurs détenus par les Américains et la valeur des avoirs américains détenus par les étrangers. Ces avoirs se composent des dépôts dans les banques commerciales, d'avoirs de changes, de titres, de biens immobiliers, d'installations productives et autres investissements directs.

La valeur de l'ensemble des avoirs extérieurs américains à fin 1986 a été estimée à environ 1100 milliards de dollars, les avoirs détenus par des étrangers aux Etats-Unis étant estimés à 1365 milliards de dollars. L'écart entre les deux correspond à la dette extérieure nette des Etats-Unis soit 265 milliards de dollars⁹.

Il faut savoir également que les avoirs extérieurs américains sont évalués, selon les règles et normes comptables en vigueur, à leur valeur comptable le plus souvent ce qui entraîne une sous-estimation évaluée à 100-200 milliards de dollars.

⁹ J. Amuzegar « La dette extérieure des Etats-Unis » in Finances et développement Juin 1988 P. 18 et 19

D'un autre côté, le flux de capitaux à destination des Etats-Unis ne sont probablement pas enregistrés dans leur intégralité. Troisièmement, il est admis que les avoirs américains à l'étranger produisent plus d'intérêts et de dividendes par dollar investi que les avoirs étrangers aux USA. Le produit de ces derniers a été estimé à 67 milliards de dollars en 1986 alors que le produit des avoirs américains à l'étranger pourtant inférieur a été de 88 milliards de dollars ¹⁰.

Il faut tenir compte également de l'importance et de la taille relative de cette « dette » extérieure :

*« Ainsi l'endettement total des Etats-Unis en 1986 représente **6% du PNB US** contre plus de 40% du PNB au Brésil, plus de 50% au Mexique et plus de 60% au Venezuela. Le coût annuel du service de la dette extérieure des USA est inférieur à **1% des exportations** de biens et de services non compris le revenu des facteurs ».*

« Le trait le plus caractéristique de la dette extérieure des USA tient à sa dénomination étant donné que le dollar américain est la principale monnaie de réserve mondiale. En théorie au moins, cela implique que, à quelque moment que ce soit, les Etats-Unis pourraient s'acquitter de leurs obligations extérieures (en espèces ou par l'émission de nouveaux emprunts en dollars) sans avoir à accroître leurs exportations pour générer des devises » ¹¹.

Je n'irai pas plus loin dans la reprise de l'exposé d'Amuzegar mais j'ajouterai pour ma part, un élément dont il n'a pas traité mais qui est de taille : il s'agit des réserves internationales des USA qui s'élèvent en 1986 à près de 140 milliards de dollars soit près de 53% de leur dite « dette extérieure » ¹².

Ces arguments et éléments d'information (et de formation) suffiront-ils aux décideurs pour supprimer cette ineptie du texte et éviter ses graves conséquences stratégiques au plan de la pratique révolutionnaire.

Avant de poursuivre sur la dette extérieure, quelques mots sur l'utilisation du terme « autarcie » (avant dernier paragraphe thèse 37). Est-ce vraiment possible de prôner et de réaliser une politique économique tournée vers « l'autarcie frileuse dans ses rapports économiques extérieurs et incapable d'utiliser les immenses possibilités du marché international ».

L'Algérie dépend pour son existence économique de l'extérieur, que ce soit pour le problème capital de l'alimentation (60 à 70% de la ration alimentaire est importée donc la force de travail dépend pour son renouvellement de l'extérieur) ou pour toutes les matières premières ou produits, pièces, équipements, inputs nécessaires à la reproduction économique. Que l'on cite un seul produit qui soit entièrement national sans trace directe ou indirecte des importations !

¹⁰ Id. Amuzegar

¹¹ Id. Amuzegar

¹² In Rapport sur le développement dans le monde, 1988 p. 285, ligne 119, Banque Mondiale.

Si tel est le cas, pourquoi parler « d'autarcie » ? C'est-à-dire ce qui n'existe pas et qui n'existera pas... On voit bien que la science n'a pas déserté que les Universités. C'est un phénomène général auquel même notre Parti n'échappe pas...

Revenons à la dette extérieure. Les thèses 38 et 39 exposent, selon leurs auteurs « *la logique du mouvement du capital financier et des règles de fonctionnement d'une économie moderne* » qui n'autorise au plan purement économique que cette solution : « *la dette est reconduite partiellement, intégralement mais comme un crédit nouveau et avec de nouvelles conditions* ».

Qu'est-ce que cette économie moderne où s'appliquerait de façon pure cette solution ? Où existe-t-elle ? Quels sont ou quels seront les pays qui bénéficieront de cette solution ? Mais si on considère que l'économie mondiale réelle est très largement dominée par le système capitaliste (à son stade impérialiste) alors il faut examiner ce qui se passe lors du procès de reproduction capitaliste à la lumière des lois (découvertes par Marx pour mémoire !) du développement capitaliste.

« Le système de crédit accélère par conséquent le développement matériel des forces productives et la constitution d'un marché mondial, la tâche historique de la production capitaliste est justement de pousser jusqu'à un certain degré de développement de ces deux facteurs, base matérielle de la nouvelle forme de production. Le crédit accélère en même temps les explosions violentes de cette contradiction, les crises et, partant, les éléments qui dissolvent l'ancien mode de production.

*Voici deux aspects de la caractéristique immanente du système de crédit : d'une part développer le moteur de la production capitaliste, c'est-à-dire l'enrichissement par exploitation du travail d'autrui pour en faire le système le plus pur et le plus monstrueux de spéculation et de jeu, et pour limiter de plus en plus le petit nombre de ceux qui exploitent les richesses sociales ; mais d'autre part, constituer la forme de transition vers un nouveau mode de production ».*¹³

La logique du développement capitaliste est une logique d'accumulation, de centralisation et de concentration du capital avec comme accélérateur le crédit. C'est un processus constamment renouvelé d'absorption et de recombinaison du capital, processus se développant de crise en crise.

C'est ce processus d'absorption du capital national par le capital international qui est la conséquence directe de l'incapacité de ce même capital national à se développer au même rythme et à la même intensité productive que le capital international.

C'est ce qui explique qu'aujourd'hui, les créanciers proposent de se faire rembourser par la prise de participation d'actifs dans les pays endettés, ceci passant par le processus de privatisation et de restructuration des entreprises publiques.

C'est ce qui explique également la matrice des mesures proposées par le FMI et la Banque Mondiale, mesures de politique économique visant surtout à rétablir la capacité de

¹³ Marx : La Capital « le rôle du crédit dans la production capitaliste » Livre 3^e, Tome II, p. 106/107, Editions. Sociales 1970

remboursement des pays endettés par la réactivation des politiques d'ajustement structurel dont le premier équilibre à rétablir est celui de la balance commerciale où les exportations doivent d'abord servir au remboursement de la dette et le reste aux importations.

La condition pour pouvoir l'utiliser à des fins de développement réel des forces productives demeure la capacité de l'économie nationale à générer un surplus économique en mesure de satisfaire à la fois le service de la dette et l'accumulation sur une base élargie et autonome¹⁴.

Au plan économique, il s'agit d'élever le niveau de productivité du travail social à celui qui caractérise en moyenne le niveau mondial de productivité du travail social.

Ce qui s'échange sur le marché mondial capitaliste ce sont des marchandises et « derrière » les marchandises ce sont des quantités de travail social qui s'échangent.

La question essentielle qui se pose est alors : comment élever la rentabilité du travail social dans notre pays ? Le projet devra aborder cette question.

Ci-joint en complément à ces remarques une contribution traitant de la dette élaborée au 1^{er} trimestre 1989 et que je considère comme actuelle et pouvant éclairer les camarades et la société sur cette question.

Dans la thèse 37, il est dit « *Notre parti a dangereusement hésité et a même laissé se développer en son sein et publiquement des positions erronées* ».

1. Il vaut mieux dire la Direction Nationale du PAGS au lieu de notre Parti car c'est à la Direction qu'échoit la responsabilité de prendre une position.
2. Comment préjuger déjà du caractère erroné des positions puisque c'est presque la première fois qu'un texte approfondi est publié par la Direction et que de surcroît il est soumis à la discussion générale au sein du Parti et de la société. Estime-t-on détenir la vérité ? Si oui, pourquoi un débat ?

J'estime pour ma part que l'irresponsabilité est celle du silence relatif sur cette question dont les conséquences politiques et sociales ont alimenté et développé ce que la Direction identifie actuellement comme la contradiction principale.

Il aurait été plus judicieux de développer la capacité de l'écoute du Parti lui-même de la société et tirer les leçons du retard apporté au traitement de cette question. Ceci renvoie à la question du fonctionnement du Parti sur lequel j'interviendrai au moment opportun.

(à suivre...)

¹⁴ Cf. : article Dette et développement et indépendance nationale par A. Lagha et D. Abdelmalek in Révolution Africaine n° 1311 du 21/04/89.